



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
17 juin 2013  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution **1373 (2001)** concernant la lutte antiterroriste

#### Lettre datée du 10 juin 2013, adressée au Président du Comité par le Représentant permanent du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la réponse du Gouvernement guyanien au sujet de l'application de la résolution [1624 \(2005\)](#) du Conseil de sécurité concernant la lutte antiterroriste (voir annexe), qui a déjà été communiquée par courrier électronique le 23 septembre 2011.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) George **Talbot**



**Annexe de la lettre datée du 10 juin 2013 adressée  
au Président du Comité par le Représentant permanent  
du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Réponse du Gouvernement guyanien au sujet de l'application  
de la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité concernant  
la lutte antiterroriste**

**31 août 2011**

**Paragraphe 1**

1.1 Quelles mesures le Guyana a-t-il adoptées pour interdire par la loi et prévenir l'incitation à commettre des actes terroristes? Quelles autres mesures, le cas échéant, sont envisagées?

La liberté d'expression est garantie par la Constitution guyanienne, dont le paragraphe 1 de l'article 146 dispose que sans son propre consentement, nul ne peut être empêché de jouir de sa liberté d'expression, c'est-à-dire la liberté d'avoir des opinions sans ingérence, la liberté de recevoir des idées et des informations sans entrave et le droit à une correspondance libre d'ingérence. Toutefois, le paragraphe 2 de l'article 146 prévoit plusieurs exceptions qui permettraient d'interdire et de prévenir l'incitation à commettre des actes terroristes. Ainsi, aux termes de l'alinéa a) du paragraphe 2, une personne peut être privée de la jouissance de sa liberté d'expression si une telle mesure est raisonnablement nécessaire dans l'intérêt de la défense, de la sécurité publique, de l'ordre public, de la moralité publique ou de la santé publique. L'alinéa b) dispose qu'une personne peut être privée de la jouissance de sa liberté d'expression si une telle mesure est raisonnablement nécessaire pour protéger les droits et les libertés d'autres personnes. L'alinéa d) dispose qu'une personne peut être privée de la jouissance de sa liberté d'expression si celle-ci fait courir un risque de division raciale ou ethnique de la population guyanienne. Enfin le paragraphe 3 de l'article 146 dispose que la liberté d'expression ne s'applique pas à des propos qui incitent à la haine ou à toute autre expression de haine, quelle que soit sa forme, pouvant susciter de l'hostilité ou de l'animosité contre toute personne ou catégorie de personnes. Ces dispositions prévoient clairement la possibilité d'interdire les propos visant à inciter à la commission d'actes terroristes. Ces quatre exceptions à la liberté d'expression, représentant un effort louable, de la part du Gouvernement guyanien, d'anticiper raisonnablement la nécessité légitime et impérieuse d'interdire et de prévenir, en assortissant cette liberté fondamentale de réserves, l'incitation à commettre des actes terroristes.

Le paragraphe 1 de l'article 147 de la Constitution garantit la liberté de réunion, d'association et de manifestation. Le paragraphe 4 de l'article 147 prévoit toutefois deux exceptions qui permettraient d'interdire et de prévenir l'incitation à commettre des actes terroristes. Ainsi, l'alinéa a) du paragraphe 4 dispose qu'une personne peut être privée de la jouissance de sa liberté de réunion, d'association et de manifestation si une telle mesure est raisonnablement nécessaire dans l'intérêt de la défense, de la sécurité publique, de l'ordre public, de la moralité publique ou de la santé publique. L'alinéa b) dispose qu'une personne peut être privée de la jouissance de sa

liberté de réunion, d'association et de manifestation si une telle mesure est raisonnablement nécessaire pour protéger les droits ou libertés d'autres personnes. Ces dispositions prévoient clairement la possibilité d'interdire les réunions, les associations et les manifestations ayant pour but d'inciter à la commission d'actes terroristes. Ces deux exceptions à la liberté de réunion, d'association et de manifestation représentent un effort louable, de la part du Gouvernement guyanien, d'anticiper raisonnablement la nécessité légitime et impérieuse d'interdire et de prévenir, en assortissant cette liberté fondamentale de réserves, l'incitation à commettre des actes terroristes,.

Le paragraphe 1 de l'article 145 de la Constitution garantit la liberté de conscience. Le paragraphe 5 de l'article 145 prévoit toutefois des exceptions qui permettraient d'interdire et de prévenir l'incitation à commettre des actes terroristes. Premièrement, le sous-alinéa i) de l'alinéa a) du paragraphe 5 dispose qu'une personne peut être privée de la jouissance de sa liberté de conscience dans l'intérêt de la défense, de la sécurité publique, de l'ordre public, de la moralité publique ou de la santé publique. Le sous-alinéa ii) dispose qu'une personne peut être privée de la jouissance de sa liberté de conscience si une telle mesure vise à protéger les droits et les libertés d'autres personnes. Ces dispositions prévoient clairement la possibilité d'interdire la propagation d'idées propres à inciter à la commission d'actes terroristes. Ces deux exceptions à la liberté de conscience représentent un effort louable, de la part du Gouvernement guyanien, d'anticiper raisonnablement la nécessité légitime et impérieuse d'interdire et de prévenir, en assortissant cette liberté fondamentale de réserves, l'incitation à commettre des actes terroristes.

Depuis l'attentat de 1976 contre la Cubana Airlines, qui a fait des victimes de diverses nationalités dont 11 Guyaniens, le Guyana n'a pas relâché sa détermination à dénoncer le terrorisme.

Le Gouvernement guyanien est déterminé à prévenir toute opération de groupes infranationaux sur le territoire national, à intensifier la collecte de renseignements et à renforcer la sécurité au moyen des opérations de services conjoints et en luttant contre l'exclusion et les vulnérabilités sociales qui favorisent le recrutement par les cellules terroristes transnationales.

Par ailleurs, la loi de 2007 (telle que modifiée) sur les armes à feu et les règlements connexes, la loi de 2008 sur l'interception des communications, la loi de 2008 sur les actes de détournement et de piraterie, la loi de 2009 contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et les modifications et règlements connexes de 2010, la loi de 2009 sur l'agrément des organismes de virement de fonds, la loi de 2009 sur l'entraide en matière pénale et la loi de 2009 portant modification des dispositions relatives aux délinquants en fuite constituent le cadre législatif régissant notamment la collecte de renseignements au sujet des personnes animées de tels desseins ou poursuivant de tels objectifs et la surveillance des mouvements de fonds effectués par celles-ci.

1.2 Quelles mesures le Guyana prend-il pour refuser l'asile à toute personne au sujet de laquelle on dispose d'informations crédibles et pertinentes donnant sérieusement à penser qu'elle est coupable d'incitation à commettre des actes terroristes?

Le droit de circuler librement est garanti au paragraphe 1 de l'article 148 de la Constitution, qui dispose que nul n'est privé de ce droit, qui englobe le

droit de circuler librement dans tout le Guyana, le droit de résider en tout endroit du Guyana, le droit d'entrer au Guyana, le droit de quitter le Guyana et l'immunité contre l'expulsion du Guyana. Toutefois, le paragraphe 3 de l'article 148 prévoit plusieurs exceptions qui permettraient de refuser l'asile à toute personne au sujet de laquelle on dispose d'informations crédibles et pertinentes donnant sérieusement à penser qu'elle est coupable d'incitation à commettre des actes terroristes.

Premièrement, l'alinéa a) du paragraphe 3 dispose qu'une personne peut être privée de la jouissance du droit de circuler librement si une telle mesure est raisonnablement nécessaire dans l'intérêt de la défense, de la sécurité publique ou de l'ordre public ou aux fins de prévenir la subversion des institutions démocratiques guyaniennes. Deuxièmement, l'alinéa e) dispose qu'une personne peut être privée de la jouissance du droit de circuler librement si une telle mesure vise à imposer des restrictions à la libre circulation de personnes qui ne sont pas des ressortissants guyaniens. Troisièmement, l'alinéa g) dispose qu'une personne peut être privée de la jouissance du droit de circuler librement si cette personne « i) doit être jugée ou punie dans un autre pays pour avoir commis une infraction pénale au regard de la loi de ce pays ». Ces dispositions prévoient clairement la possibilité d'empêcher de circuler, en lui refusant l'asile, toute personne au sujet de laquelle on dispose d'informations crédibles et pertinentes donnant sérieusement à penser qu'elle est coupable d'incitation à commettre des actes terroristes. Ces exceptions au droit de circuler librement représentent un effort louable, de la part du Gouvernement guyanien, d'anticiper raisonnablement, en assortissant cette liberté fondamentale de réserves, la nécessité légitime et impérieuse de refuser l'asile à des personnes.

Les lois relatives à l'immigration et les lois mentionnées au paragraphe 1.1 ci-dessus permettent également au Guyana de refuser, selon les circonstances de chaque espèce, l'asile aux personnes visées au paragraphe 1.1.

## **Paragraphe 2**

2.1 Comment le Guyana coopère-t-il avec les autres États au renforcement de la sécurité de ses frontières internationales en vue d'empêcher les personnes coupables d'incitation à la commission d'actes terroristes d'entrer sur son territoire, en particulier en réprimant l'utilisation de documents de voyage falsifiés et, dans la mesure du possible, en améliorant les mesures de contrôle visant à repérer les terroristes et à assurer la sécurité des passagers?

Le Gouvernement guyanien a pris des dispositions pour renforcer la sécurité générale des frontières internationales du pays afin d'empêcher les personnes coupables d'incitation à la commission d'actes terroristes d'entrer sur son territoire, et a beaucoup investi à cette fin dans l'appareil de sécurité.

La réforme législative entreprise entre 2007 et 2009 avait pour but de doter l'appareil de sécurité d'un cadre juridique moderne lui permettant de faire face à de nouveaux problèmes, comme l'utilisation de documents de voyage falsifiés, les difficultés liées à la surveillance des terroristes et les anomalies dans les procédures de contrôle des passagers.

Le Guyana s'attache à moderniser la police, à améliorer les relations entre celle-ci et la population, à rendre les quartiers plus sûrs et à coopérer avec les autres États. Les forces de défenses guyaniennes ont obtenu des ressources supplémentaires et ont reçu une formation supplémentaire pour pouvoir mieux assurer la sécurité transfrontière et nationale.

Ces efforts effectifs et sincères ont valu au Guyana l'appui des donateurs de la Banque interaméricaine de développement au titre de deux programmes financés par le Gouvernement guyanien et la Banque, l'un concernant la sécurité des Guyanais et l'autre, la réforme du secteur de la justice (2005-2011).

En 2005, en vue de faciliter une participation et un contrôle aussi larges que possible en ce qui concerne les questions de criminalité et de sécurité et pour donner suite aux engagements pris par les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Gouvernement guyanien a créé la Commission nationale de l'ordre public, organe de 28 membres comprenant des représentants du mouvement syndical, des entreprises, des institutions religieuses et des partis politiques parlementaires, chargé d'établir des rapports, de rencontrer les communautés et de recommander au Gouvernement les mesures à prendre pour prévenir et combattre toutes les formes d'activités criminelles.

Le Guyana coopère avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui lui fournit un appui technique, ainsi qu'avec INTERPOL et les services de répression des infractions en matière de drogues d'autres pays.

Le Guyana a signé des accords de coopération bilatérale avec les pays voisins, ce qui permet de mieux coordonner l'action et d'échanger des informations sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme.

Enfin, le Guyana a signé un certain nombre de traités d'entraide en matière pénale avec la CARICOM et l'Organisation des États américains, et a promulgué en 2009 la loi sur l'entraide en matière pénale.

### **Paragraphe 3**

3.1 À quelles initiatives internationales le Guyana participe-t-il ou envisage-t-il de participer pour approfondir le dialogue et favoriser une meilleure entente entre les civilisations et empêcher ainsi le dénigrement systématique des autres religions et cultures?

Le Guyana est membre de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, dont il est le coordonnateur depuis 2011, et membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ayant signé un certain nombre de ses conventions. Il a ratifié les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, à savoir le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et, en 2010, il a ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs

migrants et des membres de leur famille. Il a signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Par sa participation à l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, le Guyana entend aider à jeter des ponts entre les sociétés, les cultures, les religions et les langues en vue de promouvoir le dialogue, de renforcer la compréhension entre les civilisations et de forger une volonté politique collective de remédier aux aberrations mondiales, comme le dénigrement systématique des autres religions et cultures.

Pays multiculturel, multiethnique et multireligieux, le Guyana reste déterminé à faire face aux divisions croissantes entre les sociétés en réaffirmant un paradigme de respect mutuel entre des peuples de traditions culturelles et religieuses différentes et en contribuant à la mobilisation d'une action concertée à cet égard. Le Guyana adhère aux principes directeurs de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies concernant : a) les textes fondamentaux sur les droits religieux et culturels, qui constituent des références pour la promotion d'une culture de dialogue et du respect entre les nations et les cultures; b) l'adhésion au droit international et aux pactes internationaux, y compris l'ensemble des droits et responsabilités en matière de droit international humanitaire; c) l'adhésion universelle et inconditionnelle aux normes relatives aux droits de l'homme; d) la prise en compte du fait que la diversité des civilisations est un moteur du progrès humain; e) la poursuite active de la lutte contre la pauvreté; f) la dénonciation absolue du terrorisme.

Le Guyana s'est aussi acquitté de ses obligations nationales et internationales en matière humanitaire. État participant de l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle, le Guyana a contribué aux missions d'aide humanitaire et de maintien de la paix dans la région des Caraïbes et ailleurs.

Voir aussi la réponse à la question 2.1 ci-dessus, en particulier en ce qui concerne : a) la Commission nationale de l'ordre public; b) l'entraide en matière pénale avec la Communauté des Caraïbes et l'Organisation des États américains.

3.2 Quelles mesures le Guyana prend-il pour contrecarrer l'incitation aux actes terroristes motivés par l'extrémisme et l'intolérance et prévenir les menées subversives des terroristes et de leurs partisans contre les établissements d'enseignement et les institutions culturelles et religieuses?

Le Guyana est déterminé à empêcher et à contrecarrer l'incitation aux actes terroristes motivés par l'extrémisme et l'intolérance et à prévenir les menées subversives des terroristes contre les établissements d'enseignement et les institutions culturelles et religieuses.

À cette fin, il a intensifié la collecte de renseignements et renforcé la sécurité au moyen des opérations de services conjoints et s'emploie à éliminer l'exclusion et les vulnérabilités sociales qui favorisent les activités de recrutement des cellules terroristes nationales et transnationales.

En outre, la réforme constitutionnelle de 2003 a beaucoup contribué à remédier à l'insécurité raciale et ethnique, qui peut favoriser l'incitation à la commission d'actes terroristes. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 160A de la Constitution, il est interdit à toute personne, à toute institution et à tout

parti politique de prendre des mesures ou de promouvoir, de diffuser ou de communiquer des idées de nature à produire une division raciale et ethnique de la population. La loi de 1973 relative à la haine raciale, telle que modifiée par la loi n° 9 de 2002, érige l'incitation à la haine raciale en infraction pénale. Est coupable d'une infraction toute personne qui incite délibérément ou tente d'inciter à l'hostilité ou à la haine contre une portion du public ou contre une personne en raison de sa race. Le Gouvernement guyanien s'efforce ainsi de bonne foi de contrer l'incitation aux actes terroristes motivés par l'extrémisme et l'intolérance et de prévenir la subversion de l'harmonie culturelle par les terroristes ou par ceux inclinant à le devenir.

Dans le cadre de la réforme constitutionnelle de 2003 et d'un mécanisme consensuel parlementaire, le Guyana a créé quatre commissions des droits : la Commission des relations ethniques, la Commission des peuples autochtones, la Commission de la condition de la femme et de l'égalité des sexes et la Commission des droits de l'enfant.

#### **Paragraphe 4**

4.1 Que fait le Guyana pour s'assurer que toutes les mesures qu'il prend afin d'appliquer les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de la résolution [1624 \(2005\)](#) sont conformes à l'ensemble de ses obligations au titre du droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire?

Le Groupe de la gouvernance du Cabinet présidentiel, créé après les élections nationales de 2006, est chargé notamment de s'assurer que le Guyana s'acquitte bien des obligations qui lui incombent en vertu du droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire. Il aide également à l'établissement des rapports présentés par le Guyana en tant qu'État partie et peut, à cette occasion, faire des recommandations au Cabinet ou aux différents ministères et institutions. S'il relève des anomalies, il les porte à l'attention des organes publics compétents pour que les mesures nécessaires soient prises une fois que le Cabinet a pris une décision.

Conformément à l'article 212N de la Constitution guyanienne, la Commission des droits de l'homme, qui rend compte directement au Parlement, est chargée de recommander des modifications à apporter aux politiques et aux textes de lois; sa tâche est donc d'évaluer les risques et de mettre en œuvre des dispositifs préventifs des droits de l'homme, en tenant compte des systèmes de protection des droits de l'homme et des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Guyana est partie. Par son travail spécialisé, elle veille donc à ce que le Guyana honore les obligations qui lui incombent au titre du droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire. Elle entretient aussi des contacts avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales et avec d'autres organes compétents pour traiter des plaintes et des préoccupations des personnes concernant les questions relevant de sa compétence. Les tribunaux exercent par ailleurs un contrôle juridictionnel sur le respect de la Constitution et des obligations conventionnelles du Guyana.